

DERNIÈRE HEURE

Le gouvernement met la pression sur Nokia

L'équipementier finlandais a suspendu son plan de suppression de 597 postes jusqu'au 2 octobre.

Sébastien Dumoulin
@sebastiendmln

Les syndicats de Nokia ont gagné... deux semaines de répit. Après avoir reçu la direction de la filiale française de l'équipementier télécoms, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, Benjamin Griveaux, a annoncé que le plan de suppression de 600 emplois sur 5.000 dans l'Hexagone d'ici à 2019 était suspendu jusqu'à la tenue d'une nouvelle réunion le 2 octobre prochain entre le gouvernement, la direction et les syndicats. La direction de Nokia n'a pas renoncé pour autant. « La mise en place de ce projet est essentielle pour assurer la compétitivité de l'entreprise, il est donc important de se donner le temps de bien l'expliquer », expliquait le groupe mardi soir dans un communiqué.

Premier signe encourageant

Pour les syndicats, c'est néanmoins un premier signe encourageant, cinq jours après que le ministre les a reçus à Bercy sans prendre d'engagement. « Nous avions demandé que le nouveau plan soit suspendu, au moins tant que le précédent n'a pas été mené à son terme, aussi bien sur les suppressions de postes que sur les créations promises », explique Pascal Guiheneuf, délégué CFDT de l'entreprise.

Annoncé l'an dernier, un premier plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qui doit aboutir à 411 suppressions de poste, est en cours - tout comme le recrutement, promis par la direction lors du rachat d'Alcatel-Lucent par le géant finlandais fin 2015, de 500 ingénieurs pour étoffer les équipes de R&D tricolores et faire de la France un pôle d'innovation sur la 5G, l'Internet des objets ou encore la cybersécurité.

Seulement, pour le gouvernement comme pour les syndicats, le compte n'y est pas. « Il y a eu 120 recrutements, alors que l'entreprise s'était engagée sur 330 d'ici à la fin de l'année et à 500 d'ici à fin 2018 », détaille



Comme souvent lors du passage de fleurons tricolores sous pavillon étranger, l'Etat se rend compte, mais un peu tard, qu'il a bien du mal à faire respecter des engagements sur la préservation de l'emploi. Photo Damien Meyer/AFP

Pascal Guiheneuf, qui pointe que l'accord avait été supervisé par Alexis Kohler, l'actuel secrétaire général de l'Elysée, et le ministre de l'Economie d'alors, devenu président de la République. « On est en train de tester la méthode Macron », résume-t-il.

Pour le gouvernement, l'affaire est délicate. Comme souvent lors du passage de fleurons tricolores sous pavillon étranger, l'Etat se rend compte, mais un peu tard, qu'il a bien du mal à faire respecter des engagements sur la préservation de l'emploi. Cette affaire rappelle le cas de General Electric, qui s'était engagé, en 2015, lors du rachat des

activités énergie d'Alstom, à créer 1.000 emplois net dans les trois ans. Ce qui n'a pas empêché, ensuite, le géant américain de décider de supprimer 345 postes dans son usine grenobloise de turbines hydroélectriques...

Dans le cas de Nokia, outre que le groupe finlandais ne goûte guère la publicité négative, l'Etat dispose d'une arme dont il pourrait faire usage dans la négociation : son droit de regard sur la vente de la filiale de câbles sous-marins ASN (Alcatel Submarine Networks) que Nokia envisage de céder. ■